

«Vous faites l'objet de poursuites pour pédopornographie» : cette arnaque par mail qui a fait des milliers de victimes

Des millions de Français ont pu recevoir de faux mails signés par des hackers se faisant passer pour les forces de l'ordre. Une tentative de chantage destinée à subtiliser des milliers d'euros.



Les experts du dispositif national d'assistance aux victimes, Cybermalveillance, estiment que des millions de personnes ont dû recevoir cette tentative d'escroquerie en quelques mois (Illustration). LP/Frédéric Dugit



Par Elie Julien



Le 7 janvier 2022 à 16h52

0

« J'y ai cru, malheureusement... » Fin novembre, Noémie, 19 ans, étudiante en licence de langues étrangères, reçoit un étrange mail signé de la direction générale de la police judiciaire et l'accusant de faits très graves. Un second arrive sur sa messagerie il y a quatre jours. Il est fait état de « poursuites judiciaires » la visant, pour des faits de « pédopornographie, pédophilie » ou encore « trafic sexuelle (sic) ». Noémie se dit « surprise » : « Je n'ai jamais été sur des sites pédopornographiques ! », assène-t-elle. Intriguée par les multiples fautes d'orthographe contenues dans ce mail, elle fait quelques recherches en ligne et découvre qu'il s'agit d'une tentative d'arnaque pour lui extorquer de l'argent, voire récupérer ses données personnelles.

L'étudiante est loin d'être la seule à avoir reçu ce mail qui peut surprendre à la première lecture. Les experts du [dispositif national d'assistance aux victimes, Cybermalveillance](#), estiment que des millions de personnes ont dû recevoir cette tentative d'escroquerie en quelques mois. Depuis le début de l'année dernière, des préfetures des quatre coins de l'Hexagone ont mis en garde les citoyens concernant ces messages malintentionnés. « Ces trois derniers jours, [notre publication de prévention](#) face à cette arnaque a été lue par plus de 7000 personnes. Elle a dépassé les 450 000 consultations, c'est celle qui génère le plus de clics sur notre site », dévoile Jean-Jacques Latour, responsable expertise à Cybermalveillance.



 **Préfecture de Police** 
@prefpolice 

 Attention de faux mails de la Brigade de protection des mineurs (BPM) ont été recensés !
Si le mail n'a PAS été envoyé par une adresse se terminant par @ interieur.gouv.fr  mail frauduleux !

N'appellez pas la BPM, des investigations sont déjà en cours.



Selon lui, des milliers de personnes ont pu aller au bout du processus d'arnaque, allant jusqu'à perdre plusieurs milliers d'euros chacune. « Elle n'arrête pas de prendre de l'ampleur et de s'améliorer, c'est qu'elle fonctionne malheureusement... », regrette Jean-Jacques Latour. Si bien qu'une enquête a été ouverte par le parquet de Paris et confiée à l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC), [annonçait début décembre le ministère de l'Intérieur](#).

« Les victimes sont prises par la culpabilité et la peur »

Le principe de ces mails, contenant parfois une pièce jointe - qui, a priori, ne comprend pas de virus - est de faire croire à leur destinataire qu'il est convoqué par les forces de l'ordre pour des faits graves parmi lesquels on trouve, selon les versions, de la pédopornographie, de la pédophilie, de l'exhibitionnisme, de la cyber-pornographie ou encore du trafic sexuel, voire toutes ces accusations rassemblées. Ces courriers usurpent l'appellation de la gendarmerie nationale, parfois de la police, de la préfecture de police de Paris ou bien d'Europol.

À lire aussi [Chantage à la webcam, phishing et piratage, le triste top 3 des cyberattaques](#)

Les victimes sont alors invitées à poursuivre l'échange en répondant par mail. Puis, il leur est demandé de faire un virement bancaire, présenté comme une amende, afin de « classer l'affaire ». Les sommes demandées oscillent entre 2000 et 7000 euros, selon les nombreux témoignages recueillis par Cybermalveillance.

Un autre exemple de faux mail.

Logos, noms de magistrats ou fonctionnaires connus et reconnus actuellement ou ayant été en activité (parfois avec des incohérences notables, comme lorsque le préfet de police de Paris Didier Lallement est décrit comme un « commandant de brigade du département de la protection des mineurs », travaillant pour la gendarmerie), menaces de mandat d'arrêt ou encore de révéler ces accusations publiquement... Tout y est pour créer la panique chez un interlocuteur qui ne comprendrait pas qu'il se trouve face à un message malveillant. « Une magistrate dont le nom est mentionné dans ce mail d'arnaque est même assaillie d'appels de victimes voulant se défendre de toute activité illégale », précise Jean-Jacques Latour.

Ces faux mails contiennent souvent des fautes d'orthographe.

Si elle s'est intensifiée ces derniers mois, poussant les pouvoirs publics à communiquer sur les réseaux sociaux, cette arnaque n'est toutefois pas nouvelle. « On l'a vu apparaître à l'été 2020. Les délinquants, qui achètent des listes d'adresses mail volées sur des sites, ont profité de [la hausse de fréquentation des sites pornographiques](#) pendant les confinements », explique Jean-Jacques Latour.

En effet, dans leurs témoignages, les victimes reconnaissent avoir consulté des sites interdits aux moins de 18 ans. « Elles culpabilisent et craignent d'avoir regardé des films avec des actrices mineures sans le savoir. Et même si elles n'ont jamais été sur ces sites, elles préfèrent payer par peur que cela ne soit rendu public, même si cela venait à être une erreur policière », poursuit l'expert.

Comment la détecter ?

Certaines victimes ne déposeraient même pas plainte, ne considérant pas avoir fait l'objet d'une arnaque. « La plupart du temps, elles sont embarquées psychologiquement et sont totalement en panique », analyse le responsable expertise de Cybermalveillance. Le temps de se rendre compte du piège, le compte bancaire temporaire des voleurs, souvent ouvert dans une banque étrangère peu regardante sur les pièces d'identité nécessaires à sa création, a déjà été fermé.

À lire aussi **Ces arnaques par téléphone que le Covid a fait exploser**

Même si la plupart des internautes repèrent rapidement les signaux d'alerte de cette arnaque, il est bon de rappeler les conseils pour la débusquer. « Pour ce genre de faits, les forces de l'ordre ne vous adresseront pas un mail, mais seront là de bon matin, pour une interpellation », explique Jean-Jacques Latour. Le ministère de l'Intérieur rappelle aussi que ses services « n'envoient jamais de courriel pour procéder à des auditions ».

Et puis, la plupart du temps, les pirates écrivent avec des adresses mail qui ne reprennent pas la terminaison officielle « @interieur.gouv.fr ». Les mails contiennent aussi des fautes de syntaxe ou d'orthographe. Pour signaler cette tentative d'escroquerie et aider les enquêteurs, les destinataires de ce genre de mail sont invités à les transférer à l'adresse fraude-bretic@interieur.gouv.fr.

Dans la rubrique High-tech

[Robot masseur, imprimante à tatouage et barman virtuel... les innovations loufoques du CES de Las Vegas](#)

[Le lancement de «Truth Social», le réseau social de Donald Trump, est prévu pour le 21 février](#)

Abonnés [Cyberattaques en Île-de-France : «Les hackers sont des gens feignants, ils vont au plus facile»](#)

 [VOIR LES COMMENTAIRES](#)

High-tech

Robot masseur, imprimante à tatouage et barman virtuel... les innovations loufoques du CES de Las Vegas

Abonnés **Cyberattaques en Île-de-France : «Les hackers sont des gens feignants, ils vont au plus facile»**

Abonnés **Cyberattaques : le salaire de 8000 agents sauvé de justesse en Seine-Saint-Denis**

Abonnés **Les villes d'Île-de-France face à une déferlante de cyberattaques**

Le lancement de «Truth Social», le réseau social de Donald Trump, est prévu pour le 21 février

VIDÉO. Des «écouteurs» sans écouteurs : cette invention pourrait rendre la musique très discrète

Non, cette vidéo virale ne montre pas l'avenir de vos courses dans le «métavers»

Masque «tueur de Covid», PCR sur smartphone... au CES de Las Vegas, les innovations pour lutter contre le virus